

Au coeur des choses

- Réflexions et documents -



Lorsqu'une « réflexion sur le présent, le passé, l'avenir » a retenu notre attention et nous a donné envie de la partager...

On peut aussi retrouver la rubrique [Editos](#) dans « Citoyen de la planète » avec nos réactions à l'actualité...

La Roumanie a peu de salariés mais beaucoup d'agriculteurs

La part des salariés dans le total de la population active de Roumanie était de 67,4% dans le deuxième trimestre de cette année, selon les chiffres de l'Institut national des statistiques rendus public mardi. C'est 16,5 points de moins que la moyenne de l'Union européenne, qui est de 83,9%. Avec ce pourcentage, la Roumanie est en queue de peloton en Europe, juste avant la Grèce. Depuis la fin de l'année dernière, le nombre de personnes salariées au sein de la population active n'a cessé de diminuer. Ils étaient encore de 70,7% au dernier trimestre 2009. Dans le même temps, la part des travailleurs agricoles non salariés - principalement ceux qui sont à leur compte et ceux qui travaillent dans leur famille sans être rémunérés - a augmenté continuellement. Durant le deuxième trimestre, leur part dans la population active était de 26,8%, soit le pourcentage le plus important dans l'Union européenne, dont la moyenne n'est que de 3,5%.

[La rédaction du Petit Journal](#) vendredi 17 décembre 2010

NDLR ADJ : J'aimerais bien avoir une analyse de ces données brutes, comment en est-on arrivé à cette situation ? Quelles peuvent en être les conséquences à moyen et long terme ?

Si quelqu'un connaît les réponses ou les hypothèses, nous sommes preneurs...

Maylis

UNE BONNE NOUVELLE pour finir l'année 2010

« Heureux propriétaires de Dacia »

Selon une étude réalisée par le magazine français **Que Choisir**, 93% des propriétaires français de Dacia n'ont rencontré aucun problème avec leur voiture depuis qu'ils l'ont achetée, ce qui classe **le constructeur automobile roumain au troisième rang des constructeurs les plus fiables**, derrière Volkswagen et Renault.

Même taux de satisfaction en Allemagne, où 89% des acheteurs de Dacia se déclarent satisfaits et affirment ne pas avoir eu le moindre souci avec leur véhicule.

La rédaction du [Petit Journal](#) vendredi 10 décembre 2010

Octobre 2010 : La terrible situation du système de retraites en Roumanie

RETRAITES - Les Roumains vont aussi travailler jusqu'à 65 ans

Écrit par Marion Guyonvarch

La loi de réforme des retraites, qui fait partie des réformes convenues par l'Etat roumain avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne, a été adoptée. Fin des régimes spéciaux, départ en retraite à 65 ans...

Décryptage de la nouvelle législation

65 ans, c'est désormais l'âge de départ à la retraite pour les Roumains. Les députés ont adopté mi-septembre le projet de réforme des retraites. Cette réforme a été « imposée » par l'accord avec le Fonds monétaire international, puisque la Roumanie s'est engagée à réduire son déficit public à 6,8% cette année, contre 7,2% l'an passé. Or, le système public roumain des retraites enregistre un déficit croissant depuis 2008, déficit qui devrait atteindre 3 milliards d'euros à la fin 2010. En cause, notamment, le facteur démographique. Depuis 1989, la Roumanie a perdu 3,6 millions de salariés et vu le nombre de retraités augmenter de 2,2 millions. Une tendance qui va continuer ; rien que l'an dernier, 400.000 salariés ont quitté le marché du travail.

Pour sortir de cette impasse et faire face à la baisse des cotisations, la nouvelle loi prévoit, sans surprise, l'allongement progressif de la durée du travail : l'âge de la retraite sera progressivement relevé à 65 ans, d'ici 2015 pour les hommes et d'ici 2030 pour les femmes. L'amendement qui prévoyait de fixer l'âge de la retraite à 63 ans pour les femmes a finalement été rejeté. Dans les faits, la réforme devrait changer le comportement des salariés roumains, nombreux à partir à la retraite anticipée. « Dans la pratique, l'âge de départ à la retraite est actuellement de 56 ans et six mois pour les hommes, alors qu'il devrait être de 63 ans, et de 55 ans et sept mois pour les femmes, contre 59 ans, selon la loi », a rappelé le Premier ministre Emil Boc aux députés pour justifier la réforme. « On ne peut pas continuer avec ce système de retraite anticipée. »

Une réforme très contestée Si la Roumanie s'aligne sur ses voisins européens en portant l'âge de la retraite à 65 ans, le pays a un contexte bien différent, notamment une espérance de vie beaucoup plus faible. « Cette mesure va aider le système d'assurance et alléger la dette publique, mais en Roumanie l'espérance de vie est de dix ans plus faible que dans l'UE. Résultat, les gens ne profiteront pas de leur retraite », affirme le sociologue Alfred Bulai, dans le quotidien Evenimentul Zilei. La loi prévoit aussi la suppression des régimes spéciaux et le maintien du point de retraite à 39% du salaire moyen brut (soit 175 euros) alors que les syndicats réclamaient sa hausse à 45% du salaire moyen brut (220 euros).

« Le nombre de retraités est en hausse, celui des salariés baisse », a justifié le nouveau ministre du Travail, le démocrate-libéral Ioan Botis, rappelant que le pays ne compte que 0,8 cotisant pour un retraité et ne peut donc pas se permettre cette augmentation.

Cette réforme est loin de faire l'unanimité. Son vote a soulevé la colère de l'opposition, libérale et social-démocrate. Le Parti social démocrate a ainsi déposé, la semaine dernière, un recours devant la Cour constitutionnelle pour faire invalider la loi, et les syndicats ont inclus l'opposition à la loi dans leurs revendications, nombreuses en ce moment. D'autant que cette réforme contestée pourrait bien ne pas être suffisante pour endiguer le déficit. « Cette loi se veut une réponse au contexte démographique et social de plus en plus défavorable de la Roumanie. Mais je suis sceptique quant à une réduction véritable du déficit endémique du système des retraites », estime Mihai Bobocea, secrétaire général de l'Association pour les retraites administrées par des établissements privés.

Marion Guyonvarch (www.lepetitjournal.com/Bucarest) mercredi 29 septembre 2010

Quelques articles du PETIT JOURNAL de BUCAREST

JUSTICE - La Roumanie fait du surplace

Écrit par Marion Guyonvarch

Sans surprise, la Commission européenne a épinglé la Roumanie dans son rapport sur l'état de la justice, publié hier. La nouvelle loi sur l'ANI, qui ne permet pas un véritable contrôle des avoirs des politiques, est notamment montrée du doigt

Pas de sanctions, mais des critiques plus dures qu'à l'accoutumée. Dans le rapport rendu public hier, la Commission européenne critique durement les actions menées dans le secteur judiciaire, l'un des plus délicats du point de vue de Bruxelles. La Roumanie fait moins bien que le voisin bulgare, moins vertement critiqué

En cause, les « progrès limités » enregistrés dans l'efficacité du système judiciaire et dans l'existence d'une jurisprudence conséquente. « Cela représente une faiblesse fondamentale du système judiciaire roumain », note le rapport, qui constate également que les recommandations présentées dans le rapport précédent de 2009 ne sont pas encore implantées.

L'ANI, « un pas en arrière »

Alors certes, des avancées importantes ont été réalisées sur le papier, à l'image par exemple de l'adoption par le Parlement des nouveaux codes de procédure pénale et civile, qui doivent servir de base pour une réforme en profondeur du système judiciaire. Mais ces petits progrès se font lentement et dans la douleur. Bruxelles ne s'y est pas trompé et a notamment critiqué le « manque d'élan politique en faveur du processus de réforme ».

Mesure emblématique du manque de motivation de la classe politique à réformer le système, la nouvelle loi sur l'Agence nationale d'intégrité (ANI) : le texte voté il y a quelques semaines, a quasiment annihilé la raison d'être de cette agence, destinée à vérifier et contrôler les avoirs des élus. « Cette loi met en péril les activités de l'ANI et est en rupture évidente avec les promesses faites par la Roumanie lors de son adhésion à l'Union européenne en janvier 2007 », note le rapport qui qualifie la loi adoptée le 30 juin dernier de « pas en arrière ». Alors que cette loi, justement, a été déclarée contraire à la Constitution, lundi, par la Cour Constitutionnelle. Reste à espérer que la nouvelle mouture de la loi sera bien conforme aux recommandations de la Commission européenne.

Idem pour le DNA, le Parquet anti-corruption. Si Bruxelles loue son action, force est de constater que les efforts du Parquet anti-corruption ne se traduisent toujours pas par des résultats très « spectaculaires ». La CE note ainsi que sur 53 cas de grande corruption envoyés devant la justice, seuls 16 se sont soldés par des condamnations effectives, et seulement à de petites peines.

La faute aussi au « blocage » d'une partie du système judiciaire lui-même, de certaines instances de décision qui ne sont clairement pas en faveur d'une réforme profonde.

Les recommandations

Outre une modification de la loi sur l'ANI, la Commission européenne préconise notamment une analyse indépendante du système judiciaire et du personnel qui le compose et l'adoption de mesures, y compris le transfert de magistrats, pour améliorer son fonctionnement. Elle souhaite aussi une plus grande transparence dans les acquisitions publiques et veut qu'une coopération étroite et constructive se mette en place entre les acteurs politiques et judiciaires pour que soit consolidé l'engagement du système judiciaire en faveur de la réforme. La Roumanie a un an pour se réveiller et se lancer, avec élan cette fois, dans ce vaste chantier ; le prochain rapport, qui pourrait être lui assorti de sanctions, sera rendu l'été prochain.

Marion Guyonvarch (www.lepetitjournal.com/Bucarest) mercredi 21 juillet 2010

SOCIETE - Une vie sous le signe du bakchich

75.000 lei, c'est la somme moyenne que chaque Roumain dépenserait en « spaga » au cours de sa vie. Ce calcul a été réalisé par le quotidien Evenimentul Zilei, sur la base de sondages d'opinion, d'enquêtes journalistiques et de

témoignages de personnes ayant récemment versé un bakchich. De la naissance (entre 600 et 1000 lei entre les sommes versées au gynécologue, infirmières, anesthésiste...), à l'école, en passant par toutes les démarches administratives personnelles (mariage, documents à établir) ou professionnelles, les événements religieux (baptême, fêtes, mariage, enterrement), les médecins ou la police, la « spaga » serait incontournable et donc très onéreuse, coûtant ainsi près de 18.000 euros à un homme qui mourrait à 80 ans.

La rédaction (www.lepetitjournal.com/Bucarest) lundi 14 juin 2010

ENERGIE - Un vent qui vaut de l'or

Les investisseurs étrangers en énergie verte se bousculent en Dobroudja, dans le sud-est de la Roumanie. Le plus grand parc éolien d'Europe est en train d'y être finalisé

Il y en a partout. C'est une véritable forêt d'éoliennes qui a poussé tout autour de la petite commune de Fantanele, située au bout d'une petite route de campagne sans issue, au coeur de la Dobroudja. Du jardin de Filofteia Stanciu, on en aperçoit une demi-douzaine dont l'une d'entre d'elles est construite sur son terrain. Une manne pour cette famille modeste, qui reçoit de la compagnie tchèque CEZ, en charge de ce parc éolien, trois milles euros par an. « Toute une vie n'aurait pas suffi pour économiser cette somme », explique-t-elle enthousiaste. « C'est comme si on avait gagné au loto, mais en mieux. Car on ne touche pas une seule fois cette somme, mais chaque année », enchaîne son mari, Constantin. Femme de ménage à la mairie, elle touche 300 lei par mois, alors que son mari s'occupe de garder des enfants pour quelques centaines de lei en plus. Avant l'arrivée des éoliennes, le revenu du ménage suffisait à peine. Mais si certains des villageois ont profité de cet argent pour reconstruire leur maison ou s'acheter une voiture, Filofteia et Constantin ont décidé, eux, de financer les études de leur fille. « J'étudie à Constanta et si l'on ajoute le loyer, les allers-retours hebdomadaires, l'inscription à la fac et le prix des cours particuliers, ça fait une belle somme. C'est sûr que je n'aurais pas pu faire tout ça sans cet argent », témoigne Catalina, leur fille.

L'énergie d'un réacteur nucléaire

L'arrivée des éoliennes n'a pas seulement profité aux locaux. CEZ soutient également plusieurs projets engagés par les autorités locales. Le maire de Fantanele n'est d'ailleurs pas peu fier du terrain multisports qu'il vient de construire en partie grâce à la compagnie tchèque. « Vous voyez ce revêtement, c'est le plus moderne du département. Même à Constanta (la préfecture, ndlr) il n'y en a pas un comme ça », explique-t-il, avant d'ajouter : « en plus, ces éoliennes donnent l'impression d'un paysage plus moderne à la commune. »

Ici, le vent souffle toute l'année et le temps change très rapidement. Les immenses plaines légèrement vallonnées des alentours de Fantanele font de la région un lieu idéal pour le développement de cette énergie verte. « La Dobroudja est l'un des endroits les plus adéquats d'Europe pour l'implémentation d'éoliennes », soutient la porte-parole du groupe tchèque, Cosmina Marin. Ce parc est d'ailleurs le plus grand d'Europe. Pour l'instant, un peu plus d'une centaine de turbines ont été installées, mais d'ici à septembre, quelque 240 éoliennes tourneront à plein régime et injecteront de l'électricité dans le circuit national. « L'énergie produite par ces éoliennes sera de 600 MW, soit pratiquement la puissance d'un réacteur de la centrale nucléaire de Cernavoda et correspondra à 10% de la production d'électricité de la Roumanie », complète-t-elle. Ce dernier chiffre devrait plus que doubler dans les années à venir. Les Espagnols d'Iberdrola, l'une des compagnies les plus importantes dans le domaine, ont même annoncé la construction du plus grand parc éolien du monde à quelques dizaines de kilomètres de là.

Pour l'instant, ces initiatives ne semblent faire que des heureux. Mais il ne serait pas surprenant que bientôt d'autres voix s'élèvent aussi pour critiquer la pollution visuelle que représentent ces éoliennes, comme c'est souvent le cas en Europe de l'Ouest.

Jonas Mercier (www.lepetitjournal.com/Bucarest) lundi 17 mai 2010

ECONOMIE - Le plan de rigueur en détail

Écrit par Marion Guyonvarch

Le plan d'austérité prévu par le gouvernement Boc ne se limite pas aux seules réductions de salaires et baisses de retraite dans le secteur public. Tour d'horizon des mesures présentées au FMI

- ▶ **Postes de fonctionnaires supprimés** (Salaires réduits de 25% dans la fonction publique, mais aussi réduction de la masse salariale : le gouvernement s'est engagé à limiter le nombre d'employés du secteur public à 1,29 million de personnes d'ici à début 2011. Cela équivaut à la suppression de 70.000 postes. Jeffrey Francks, le chef de la délégation du FMI à Bucarest, a d'ailleurs déclaré qu'entre 2006 et 2008, le nombre de fonctionnaires avait augmenté de 250.000 et que la tendance devait être inversée. De plus, les fonctionnaires devront se passer de leur 13e mois, supprimé en 2010.
- ▶ **Retraites anticipées gelées** (On savait que le montant des retraites serait réduit de 15% (tout comme les allocations chômage) mais le gouvernement veut aussi geler les mises à la retraite anticipée à partir du 1er juin et jusqu'à l'entrée en vigueur de la future loi sur les retraites, actuellement à l'étude au Parlement.
- ▶ **Les entreprises d'Etat** (Le gouvernement s'est engagé à débiter les procédures pour privatiser la CFR Marfa, le transport ferroviaire de marchandises - déjà touché par un plan de restructuration qui supprime 10.000 postes - et pour privatiser ou fermer Termoelectrica. Par ailleurs, les comptes de dix sociétés où l'Etat roumain est majoritaire vont être étroitement surveillés, afin de limiter au maximum les pertes financières - de 2,5% par trimestre. Les subventions versées à certaines d'entre elles seront supprimées.
- ▶ **Pas de loi sur la faillite personnelle** (La loi devait permettre aux débiteurs dans l'incapacité de rembourser leurs crédits d'échapper à la saisie. Elle ne sera finalement pas adoptée, le gouvernement l'a promis au FMI, afin de garantir une plus grande stabilité financière.
- ▶ **Bons d'achats de produits alimentaires et intérêts sur les dépôts imposés** (La base de calcul de l'impôt sur le revenu va être élargie et prendra désormais en compte les revenus du capital - intérêts des dépôts bancaires, gains en bourse - ainsi que les bons d'achats de produits alimentaires délivrés par les entreprises à leurs salariés. Les abattements pour les programmeurs du secteur IT vont être supprimés.
- ▶ **Finis les 85% pour les mamans** (L'indemnité de congé parental - qui était jusqu'à présent de 85% des revenus des douze derniers mois - va être revue à la baisse à partir du 1er juin, sans que le nouveau mode de calcul ait été pour le moment précisé.
- ▶ **Possible hausse des taxes** (Si la longue liste de mesures drastiques annoncées ne suffit pas à limiter le déficit public à 6,8%, Le Premier ministre Emil Boc et ses ministres se sont engagés à augmenter certaines taxes, notamment la TVA et la cote d'imposition unique, solution que l'exécutif avait rejetée la semaine dernière au profit de ce plan d'austérité drastique. (

Marion Guyonvarch (www.lepetitjournal.com/Bucarest) mercredi 12 mai 2010

ECONOMIE - Le FMI rend son verdict

La Roumanie ne percevra la nouvelle tranche de l'aide du FMI - soit 900 millions d'euros - qu'une fois le plan d'austérité annoncé par le gouvernement mis en place. C'est ce qu'a annoncé hier matin Jeffrey Franks, le chef de la délégation du FMI à Bucarest, en présentant les conclusions de sa visite

Il a par ailleurs reconnu que l'impact de la crise sur l'économie roumaine avait été plus fort que prévu et que, sans mesures de réductions budgétaires, le déficit aurait atteint 9,1%. Il a aussi affirmé que la Roumanie respectait le plan du FMI, que les mesures décidées par le gouvernement Boc allaient sortir le pays de la crise et que des ajustements seraient faits si ce n'était pas le cas. Enfin, il a estimé que la Roumanie aurait une croissance zéro ou légèrement négative cette année, mais table sur une reprise en 2011, avec une hausse possible de 3,6%.

La rédaction (www.lepetitjournal.com/Bucarest) mardi 11 mai 2010

« Ce qu'on a fait à Bucarest depuis 20 ans est pire que sous Ceausescu »

La conclusion du rapport commandé par la Présidence de la République roumaine est sans appel : au cours des deux dernières décennies, Bucarest a subi plus d'outrages que lui en avait fait subir Ceausescu.

Voir l'article d'avril 2010 dans [Les NOUVELLES DE ROUMANIE](#)

Octobre 2008 : « L'occident n'est plus ce paradis qui nous faisait rêver ! » Article de Mirel Bran, correspondant du « [MONDE](#) » à Bucarest, le 21/10/08

Au volant de son Aro déglinguée, camionnette tout-terrain de production roumaine, Ciprian Anghel prend les virages en douceur. Le moteur tousse sans arrêt, l'engin tremble et risque à tout moment de rendre l'âme. Cet ouvrier en bâtiment semble être l'homme à tout faire, un pur produit de la Roumanie où la débrouillardise fait partie du kit de survie. Derrière son apparence de bricoleur, Ciprian est un véritable entrepreneur. Rentré d'Irlande il y a quelques mois, il emploie aujourd'hui une dizaine de personnes dont les deux tiers reviennent de chantiers italiens, espagnols et français où ils étaient partis chercher de meilleurs salaires.

Ce mouvement de retour a commencé au début de l'année. Plusieurs milliers d'ouvriers roumains sont rentrés d'Irlande, d'Italie et d'Espagne. Sur les 8 millions de Roumains qui ont fait des allers-retours dans les pays de l'Union européenne en 2008, « 2 % sont rentrés et ne sont pas repartis à l'étranger », déclare Ionela Roman, porte-parole de la police des frontières roumaine. La majorité des Roumains qui quittent les marchés occidentaux du travail viennent du bâtiment. Le marché immobilier roumain est actuellement un des plus dynamiques sur l'ensemble de l'Union européenne. « J'ai créé ma société en juin, affirme M. Anghel. J'ai dix employés et il m'en faudrait deux fois plus, car j'ai de gros chantiers à Bucarest et en province. Mais je ne me dépêche pas, j'ai du travail pour au moins trois ans. Pour l'instant, j'investis dans les outils et je m'apprête à acheter une nouvelle camionnette, une vraie, une marque occidentale. Après, je pourrai passer à la vitesse de croisière. » Ciprian Anghel a travaillé un an et demi en Allemagne et en Irlande avant de rentrer à Bucarest. « En Irlande, je touchais environ 1 500 euros par mois, explique Ciprian Anghel. Ce n'était plus rentable, d'autant que j'avais laissé ma femme et ma fille en Roumanie. Aujourd'hui, je gagne plus en Roumanie qu'en Europe de l'Ouest. Et puis ici il va y avoir du boulot, ce n'est pas comme à l'Ouest. L'Occident n'est plus le paradis qui nous faisait rêver, vous allez voir, beaucoup de Roumains vont rentrer. »

Le retour des Roumains du bâtiment semble être le début d'un processus que les autorités roumaines attendent depuis longtemps. Les programmes mis en œuvre par le gouvernement de Bucarest pour les encourager à rentrer ne les avaient pas convaincus mais la perspective de la prospérité semble être un argument de poids. La Roumanie devrait atteindre un taux de croissance d'environ 9 % cette année.

« FOUTAISE »

Ce phénomène de retour s'est imposé dans la campagne des élections législatives prévues pour le 30 novembre. Le 21 septembre, en visite à Milan, le leader de l'opposition sociale-démocrate, Mircea Geoana, promettait ainsi au million de Roumains qui travaillent en Italie la somme de 20 000 euros pour chacun d'entre eux qui serait prêt à rentrer à la maison. « C'est de la foutaise avant les élections, conclut Ciprian. Nous croyons plus à l'Union européenne qu'à notre classe politique, une vraie bande de voleurs. Je ne veux pas qu'un chef de parti m'offre 20 000 euros, j'attends de lui qu'il me laisse les gagner tout seul. Et je peux vous dire qu'il ne m'est pas difficile de gagner le double. » Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, environ 3 millions de

Roumains sont allés s'installer en Europe occidentale. Ce départ massif a provoqué une pénurie de main-d'œuvre dans un pays qui se développe à grands pas. Rien que dans le bâtiment où la Roumanie connaît la plus forte croissance à l'échelle de l'UE, les patrons sont à la recherche d'environ 300 000 ouvriers. Avec des salaires de 1 000 euros net minimum. L'explosion du marché immobilier, baromètre du nouveau tournant économique de la Roumanie, a entraîné une hausse des salaires moyens qui atteint aujourd'hui 350 euros, contre une centaine d'euros en 2000.

Mirel Bran

Octobre 2008 : « Il y a quelque chose de pourri dans le Royaume de Valachie »

Article savoureux de Daniel McLaughlin in The Independent et relaté dans les insolites du [COURRIER INTERNATIONAL](#) le 23/10/2008.

D'autant plus savoureux que ce nom de **Valachie** vient de celui d'une région célèbre et historique de Roumanie entre « le Sceptre d'Ottokar » d'Hergé et « Chat Blanc, Chat Noir » de Kusturica....

La voici in extenso :

Le royaume de Valachie a beau être un Etat fictif, il a tous les attributs d'un vrai royaume : drapeau, monnaie, université, voiture officielle et passeport national. Il peut maintenant ajouter à cette liste une lutte farouche pour le pouvoir : un coup d'Etat très particulier vient de secouer ce coin tranquille d'Europe centrale où la frontière entre imagination et réalité devient de plus en plus floue.

La vraie Valachie (*sans compter la Valachie roumaine évidemment, beaucoup plus ancienne, elle !! NDLR*) est une petite région montagneuse (à peu près de la taille du Luxembourg) située au sud-est de la République tchèque. L'auteur et photographe Tomas Harabis, 36 ans, a créé le royaume de Valachie en 1997 pour y attirer les touristes. Et ça a marché. Le royaume est devenu l'une des destinations les plus courues du pays, avec le roi Boleslav le Gracieux, chef de l'Etat, aux fonctions honorifiques, et M. Harabis, ministre des Affaires étrangères, à la gestion des affaires quotidiennes.

La blague a tourné à l'aigre quand le roi Boleslav - l'humoriste tchèque Bolek Polivka - s'est mis à prendre son rôle un peu trop au sérieux. Il a exigé le pouvoir économique sur son territoire, c'est-à-dire une part de l'entreprise touristique. Le roi et le ministre des Affaires étrangères se sont battus furieusement pendant des années pour le contrôle du royaume fictif. Un tribunal vient de juger que M. Polivka n'était pas fondé à bénéficier financièrement de toute association avec le "royaume" créé par M. Harabis. Le souverain déchu partira-t-il sans faire de vagues ? Cela reste à voir. M. Harabis a eu l'idée de créer le royaume il y a eu plus de dix ans. "Nous avons nombre des caractéristiques d'un vrai pays", explique-t-il fièrement. Peu importe que la monnaie du royaume, le jurovalsar, n'ait cours nulle part ou que le seul diplôme proposé par l'université soit celui de distillateur de slivovica (eau-de-vie de prune). La voiture officielle est une Trabant jaune clair de l'époque communiste, avec carrosserie en plastique et moteur à deux temps ; et le passeport n'a aucune valeur, même si M. Harabis affirme s'en être servi pour entrer en Alaska en venant du Canada. Boleslav le Gracieux a été couronné en l'an 2000, lors d'une grande cérémonie. "Malheureusement, le roi s'est mis rapidement à confondre la fiction et la réalité et à tenter de diriger l'économie du royaume, explique M. Harabis. Or c'est ma société qui dirige le royaume. Nous ne pouvions pas le laisser se mêler de nos contrats, de nos partenaires et de notre argent."

D'autant qu'après quelques années difficiles le gag a commencé à rapporter des dividendes bien réels. De plus en

plus de visiteurs ont parcouru les 300 kilomètres qui séparent Prague de l'est de la République tchèque pour visiter la Valachie. Cette région possède une culture distincte et un dialecte fortement influencé par les pasteurs roumains. Ceux-ci s'y sont installés il y a des siècles, venus de Transylvanie en longeant les Carpates, et leur chapeau noir décore même le blason officiel du royaume. Le conflit entre le roi Boleslav et son ministre des Affaires étrangères a jeté une ombre sur ce paradis bucolique. M. Polivka affirmait qu'il avait le droit d'utiliser la marque Valachie parce qu'il avait déclaré pour rire être le roi Boleslav de Valachie lors d'une émission de télévision de 1993 (soit bien avant que M. Harabis n'ait l'idée de créer le royaume). "Pendant cette émission, il a dit qu'il était roi, président et clown en chef, mais de la république de Valachie, pas du royaume de Valachie. C'est complètement différent", soutient quant à lui M. Harabis.

Les relations entre les deux protagonistes ont dégénéré quand M. Polivka a exigé 1 million de couronnes tchèques (environ 40 000 euros) pour ses services, ce qui aurait poussé la société à la faillite. "La Valachie est un vrai endroit avec de vraies gens et une vraie économie, mais nous en faisons la promotion sur un mode humoristique, confie M. Harabis. Malheureusement, Bolek Polivka et son entourage sont devenus incapables de distinguer la réalité du conte de fées."

M. Harabis a organisé une révolution de palais en 2001 et nommé reine mère une chanteuse folklorique connue. Cela n'a cependant pas empêché M. Polivka de disputer le trône. Son combat pour obtenir l'exclusivité des droits sur la marque s'est terminé devant la justice. "Le tribunal a jugé que Polivka ne pouvait pas tirer de l'argent du royaume, ni fabriquer quoi que ce soit portant la marque du royaume de Valachie", précise M. Harabis. Boleslav le Gracieux n'a pas l'intention de partir pour un exil discret. "L'affaire soumise au tribunal ne portait que sur la marque, aucun juge n'a interdit à M. Polivka de jouer au roi de Valachie, précise un de ses assistants. Nous avons beaucoup d'événements en vue pour le roi." Cependant, un nouveau monarque, Vladimir II, est monté sur le trône. Vladimir Zhanel, un ingénieur local, a gagné "La bataille des chevaliers", un concours de chant, de danse et de jeux valaques ouvert à tous, remportant ainsi la couronne.

"Être valaque, ce n'est pas une question d'origine - c'est une question de coeur et de mentalité. Tout le monde peut être roi." Sauf si on s'appelle M. Polivka, bien entendu.

Daniel McLaughlin The Independent



Novembre 2007 : Un Big Bang à Noël pour l'espace Schengen - 13-11-2007 - 14:30 - Parlement Européen Ref. : 20071109STO12832

"Les frontières seront ouvertes dans les 9 nouveaux pays de la zone Schengen

Voilà un beau cadeau de Noël pour les Polonais, Tchèques ou Hongrois qui rejoindront leurs familles pour les fêtes : ils pourront traverser leurs frontières sans devoir montrer leur passeport aux douanes. En effet, la zone Schengen s'agrandit pour inclure 9 nouveaux pays, dont les frontières internes seront abolies. Un « big bang » approuvé par les ministres européens de l'intérieur le 8 novembre dernier, et dont les députés débattent aujourd'hui dans l'hémicycle."

La Roumanie en 2011 ? [Site du Parlement Européen](#)



Octobre 2007 : Le Petit Journal aborde le problème de **l'omniprésence de la religion orthodoxe en Roumanie** avec une interview très intéressante de [Remus Cernea, président de l'association « Solidarité pour la liberté de conscience »](#)

Attention sujet sensible en Roumanie !...comme celui des hongrois de Roumanie, ou des roms, des homosexuels,

des juifs... (mercredi 17 octobre 2007)

Septembre 2007 : OUF !!(ndlr)... Rosia Montana - On arrête tout.- Le président du groupe canadien Gabriel Resources, Alan Hill, est furieux : le ministre roumain de l'Environnement Atilla Korodi a décidé il y a quelques jours de stopper le processus d'évaluation du projet minier de Rosia Montana (centre-ouest du pays). « La décision du ministre Korodi risque de porter un grave préjudice à la Roumanie qui essaie d'attirer davantage d'investisseurs étrangers », a déclaré Alan Hill en fin de semaine dernière au quotidien de Toronto The Globe and Mail. Selon lui, cette décision est « arbitraire et illégale ». Mais depuis plus de trois ans, le projet de Rosia Montana ne réussit pas à convaincre. Ce qui pourrait devenir la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe inquiète notamment les défenseurs de l'environnement. Et malgré des campagnes de communication à répétition, la détermination de Gabriel Resources, qui a acheté le silence des habitants du coin, a souvent choqué. Depuis l'annonce du ministre, la cote de la compagnie canadienne a très nettement chuté à la bourse de Toronto. (www.lepetitjournal.com - Bucarest) mardi 18 septembre 2007

Septembre 2007 : "Franco Aloisio dirige la Fondation Parada à Bucarest depuis presque 8 ans. Créée en 1996 par Miloud, clown franco-algérien, cette fondation est aujourd'hui l'une des rares organisations à travailler auprès des enfants des rues. Elle a réussi à travers le cirque à développer une activité sociale reconnue, les enfants sont moins nombreux qu'en 1990 mais leurs conditions de vie se sont détériorées, voir l'interview dans : [le Petit Journal](#)

Mai 2007 : Quelle magnifique Palme d'Or 2007 pour Cristian Mungiu avec « 4 luni, 3 s pt mâni si 2 zile » (« 4 mois, 3 semaines et 2 jours ») !

« Gabita (Laura Vasiliu), une étudiante, est déjà enceinte de quatre mois, trois semaines et deux jours, bien trop longtemps pour entreprendre un avortement, forcément illégal, surtout sous le régime de Ceaucescu, où l'avortement est sévèrement puni. Cependant, l'étrange Docteur BEBE (Vlad Ivanov) accepte d'y remédier. Pour Otilia (Anamaria Marinca), qui tente d'aider son amie Gabita, la situation tourne au calvaire... »

Lisez la suite dans le dossier, avec synopsis, images, critiques, interview sur [Arte-tv](#)

Mai 2007 : « Le jour où les musiciens roms ont déchanté »

« Dans les colonnes du quotidien **Magyar Hírlap**, un ancien consul hongrois à Paris s'étonne du traitement réservé à un groupe de musiciens tsiganes invité en France, retenus de façon arbitraire et sans un mot d'excuses au moment de regagner leur pays... »

un article de István Kovács dans [Courrier International du 25 mai 2007](#)

Mai 2007 : « le charme préservé de Sibiu »

Sibiu est à 150 kms de Purc reni, c'est une belle balade sur le chemin des citadelles saxonnes !

« Assis à la terrasse ensoleillée du bien nommé Café del Sol, face aux façades rénovées de maisons à arcades datant des XVe et XVIe siècles, on pourrait se croire en Italie. Géographiquement, la Piat Mic (Petite Place) se situe au cœlur de Sibiu (Roumanie) bien loin des douceurs toscanes.... » voir la suite de l'article d'Alain Constant, envoyé spécial du [Monde.fr du 18/05/07](#)

Avril 2007 : L'Europe et ses langues

« Jacques Delors disait que [* »la langue maternelle de l'Europe, c'est la traduction« *] et il faut avouer que celle-ci occupe une place importante dans l'appareillage européen. Les contraintes sont innombrables : on sait bien qu'il ne faut jamais blager dans l'hémicycle du Parlement européen car, le temps de la traduction, le sujet a changé et les éclats de rire à retardement peuvent être du plus mauvais effet. »

Retrouvez l'article de **Philippe Perchoc** sur le site de [Nouvelle Europe](#), ainsi que le forum intéressant qui le prolonge.

Mars 2007 : [*Les Lipovènes,*] « sont des schismatiques russes, contraints de désertir leur pays natal après les réformes de Nikon. Fidèles au vieux rite « non dénaturé », ils sont désignés comme « vieux croyants » (Starovari) »... installés en Roumanie dans le Delta du Danube : voir l'article de **Marine Michault sur le site de [Nouvelle Europe](#)**

Février 2007 : sur le site de la revue Historia : Pour mieux comprendre où et quand ont pris racine les liens franco-roumains, le développement passé de la langue française, l'attachement à la France... :

Historia mensuel nr 722 - [Moments d'Histoire XIXe siècle](#) - "Napoléon III, père fondateur de la Roumanie Ce pays, qui a intégré l'Union européenne le 1er janvier 2007, a eu une naissance mouvementée. L'union de la Moldavie et de la Valachie en un seul Etat est une réussite incontestable de la diplomatie française".... **Par Yves Bruley**

Décembre 2006, « Le Taurillon, magazine euro-citoyen » a publié un article d'Adina Crisan :

"En 2007, Sibiu, ville roumaine située dans la province historique de Transylvanie, deviendra le temps d'une année la Capitale Européenne de la Culture. Le symbole est important, car pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin une ville de l'ancienne Europe de l'Est est choisie pour porter un tel titre. Elle partagera cet honneur avec Luxembourg, ville avec laquelle Sibiu entretient de forts liens historiques. En effet, les pères fondateurs de Sibiu, les Saxons, sont originaires du territoire actuel du Grand Duché, ce qui explique le lien presque organique qui existe entre la ville roumaine et la capitale luxembourgeoise....."voir la suite dans [le Taurillon](#)

Octobre 2006, « Le Courrier des Balkans » a publié sur le web un article intéressant de Mihaela Iordache dans l'« OSERVATORIO SUI BALCANI » intitulé « Roumanie : l'intégration européenne et le porte-monnaie » :
[Courrier des Balkans](#)